

**Depuis mi-décembre, les cantines scolaires de Montpellier sont touchées par un mouvement d'ampleur des agents municipaux. Plus de 30 jours de grève cumulés en six mois. Certains établissements sont plus souvent perturbés que d'autres. Les grévistes ne communiquent pas, la mairie dit qu'elle ne peut rien faire et les parents sont complètement perdus. Le d'Oc a voulu comprendre ce qui se cache derrière ces grèves perlées.**

**Alors que dans la capitale héraultaise le nombre d'enfants qui déjeunent dans les cantines a augmenté de près de 40% en quatre ans, des agents racontent leur quotidien. Mal être, clientélisme, absentéisme et sous-effectifs : le malaise est incontestable. Avec, en toile de fond, des inquiétudes sur l'environnement dans lequel évoluent, chaque jour, les écoliers montpelliérains.**

Une affiche placardée sur la devanture de l'école annonce la grève du lendemain : « Pas de cantine ». Depuis mi-décembre, ça n'arrête pas. Au total : 26 journées de perturbations. Et même 33 si on ajoute les grèves de l'Éducation nationale. Le mouvement tourne d'une école à une autre et les familles sont à cran. A l'approche des grandes vacances, la mobilisation se durcit. Depuis le 17 juin : pas un jour sans grève. Certains groupes scolaires sont plus touchés : Beethoven, Baudelaire-Kipling, Pagnol, Senghor, Neruda... Chaque soir, c'est l'angoisse pour les familles, prévenues au dernier moment par les affiches. Quand elles cherchent des informations, personne n'a rien à leur dire. La mairie assure « comprendre le désagrément » mais répond que le préavis de grève est national et qu'elle ne peut agir ni sur les revendications, ni sur le service minimum. Voilà pour la réponse officielle. Quant aux grévistes, la majorité refuse de parler aux familles. « Certains parents deviennent violents » s'inquiète Astrid, une maman. « Ils s'en prennent aux enseignant.e.s ou à la direction de l'école, alors qu'ils n'y sont pour rien ! »

### **Trois agents pour 300 élèves**

Cette grève est effectivement menée par des agents techniques de la ville. Ils s'appuient sur [un préavis national de la CGT\\*](#) reconduit chaque mois. Ces agents assurent le ménage, du petit matin jusqu'au soir, dans les écoles. Le midi, ils dressent les tables et débarrassent ; gèrent la chauffe, le service, la répartition des repas (sans porc ou sans viande) et la vaisselle. « Le temps de cantine, dans certaines écoles, c'est l'enfer » confie Karim\* qui fait partie des 150 agents contractuels du secteur éducation de la ville\*. « Nous sommes trop souvent en sous-effectif avec des absents non remplacés. Il faut aller vite. Les enfants en pâtissent, on les presse. » Une problématique confirmée par Claudine Hébert, représentante CGT des agents techniques à Montpellier. « Il y a actuellement des écoles dans lesquelles il n'y a que trois agents au lieu de sept...pour 300 élèves ! » Pour pallier les absences, une responsable animation loisir (RALAE) explique demander aux enfants de mettre le couvert. « Ça peut être considéré comme un projet pédagogique mais on le fait par contrainte et non par choix, c'est grave ! »

Les Atsem (agent territorial spécialisé des écoles maternelles) qui s'occupent des petits le midi à table, vivent la même chose. D'ailleurs certaines se mettent en grève : « La norme, c'est une Atsem pour 14 enfants de maternelle » explique l'une d'elle. « Mais il nous arrive d'en avoir vingt à encadrer. On perd en convivialité, le repas n'est plus un moment de découverte. C'est ingérable. »

### **Un absentéisme fort qui pèse sur les équipes**

Cette situation n'est pas propre à chaque école de Montpellier. Certains établissements semblent moins bien lotis. « Regardez les écoles où il y a des grèves régulières et vous aurez une bonne indication des endroits sous

dotés » nous souffle Karim, habitué à naviguer d'une école à une autre. Seule évidence : l'absentéisme des agents est très important à Montpellier. La chambre régionale des comptes l'avait pointé dès 2013 dans [un rapport](#). « Aujourd'hui, il se situe autour de 20% chez les agents techniques contre 11% pour l'ensemble des agents de la ville » détaille Christian Fina, le directeur général des services. « Leur moyenne d'âge est de 43 ans et leur métier, pénible. L'usure est une partie de l'explication » concède-t-il avant d'ajouter : « Nous avons mis en place une réflexion pour penser différemment les carrières et proposer des reconversions. » En attendant, cet absentéisme pèse sur les équipes. Il crée un cercle vicieux que décrit Karim : « Les personnels présents ont beaucoup plus de travail pour le ménage et la cantine. Alors ceux-là finissent aussi par s'épuiser et être en arrêt de travail ou en grève ! » Karim raconte qu'il a déjà été appelé dans trois écoles différentes sur une même journée. « A chaque fois il faut aller là où c'est pire ! Quand je pars sur un autre groupe scolaire, je ne suis pas remplacé...là où moi-même je devais combler une absence ! » Le directeur général des services ne nie pas ces difficultés : « Nous pouvons anticiper certaines absences. Mais la capacité à réagir est plus limitée pour celles annoncées le matin même. » Claudine Hebert, de la CGT abonde : « le pool de remplaçant est important et on ne peut pas totalement jeter la pierre à la collectivité sur ce point. »

### **Du nouveau matériel...mais des postes supprimés**

Pour lutter contre l'absentéisme, la mairie a également mis en place dès 2015 une réorganisation complète du travail des agents, baptisée méthode NOE. Pour que le travail soit moins pénible, elle a investi dans du matériel moderne pour le ménage et demandé aux agents de modifier leurs pratiques. « Nous n'avons plus l'obligation de nettoyer une école de fond en comble au quotidien » confirme Karim. « Sur le papier, l'idée était bonne » renchérit Claudine Hebert, « mais en parallèle la mairie a supprimé des postes au motif que cette méthode fait gagner du temps ! C'est aberrant. Le nombre d'enfants qui fréquentent les écoles - et qui y déjeunent - a explosé ! » Depuis quatre ans, ce sont effectivement 4.000 enfants supplémentaires chaque jour à table. En moyenne, ils sont 14.500. Les raisons : une démographie galopante à Montpellier, un système de réservation anticipé de la cantine et la tarification sociale.

### **« Mépris et langue de bois de la mairie »**

Outre les problèmes d'effectifs, plusieurs agents nous ont confié d'autres malaises, beaucoup plus insidieux et sur lesquels règne l'omerta. « Il se passe des choses inacceptables » témoigne ainsi Karim. « Certains agents font grève sans même savoir pourquoi. Juste pour éviter le service du midi car il suffit de se mettre en grève 1h pour le perturber. Et puis il y a ceux qui laissent tout le travail aux autres. Pour eux, la méthode NOE ne signifie pas *faire moins* mais ne plus rien faire du tout ! Beaucoup de ces gens ont été placés là par copinage ou piston familial avec des responsables d'équipes ou de la collectivité. Ils se croient tout permis, ça crée des ambiances détestables. D'après moi ça explique aussi l'absentéisme et les grèves. » Là encore, Karim insiste sur les conséquences pour les enfants : « Le midi, tout est très contrôlé en termes d'hygiène mais allez donc voir l'état des toilettes dans certaines écoles. C'est déplorable. Les agents, même les plus motivés, n'arrivent pas à assurer l'entretien. »

Ces problématiques ne peuvent pas être ignorées par la collectivité. *Le d'Oc* s'est procuré le compte rendu d'un conseil d'école datant de fin novembre 2018. Une conseillère municipale était présente et l'alerte semblait claire : « Les enseignants se plaignent de l'entretien général de l'école (...) il y a une équipe souvent incomplète, certains agents usés, avec des restrictions médicales incompatibles avec l'entretien d'une grosse école. » La mairie a également été informée à maintes reprises par des collectifs de parents sur le mal être

grandissant des agents et leurs conditions de travail dégradées. *Le d'Oc* a eu copie de ces courriers. Pourtant, quand nous avons interrogé la déléguée à l'éducation, Sonia Kerangueven, elle a assuré qu'il n'y avait « aucun malaise ». « Je vais sur le terrain et je dialogue avec les agents. Ils me certifient qu'ils font grève pour soutenir les revendications nationales de la CGT. »

<https://www.youtube.com/watch?v=PLtVU2txwjk&feature=youtu.be>

Lors d'un conseil municipal, début février, la majorité avait également éludé la question. Interrogé par l'opposant socialiste Michaël Delafosse sur les problématiques locales, le maire Philippe Saurel lui avait répondu avec un sourire moqueur : « Vous nous demandez de casser une grève nationale ? » avant de conclure : « Merci pour votre intervention brillante ». Une séquence qui a outré des parents d'élèves. Une maman du groupe scolaire Baudelaire-Kipling n'y a vu « que du mépris et de la langue de bois ».

### **Des enfants déscolarisés**

Cette grève a des conséquences désastreuses sur les familles. « Une maman s'est écroulée en larmes l'autre soir » raconte Fatima, de l'école Senghor, à La Paillade « Elle est seule, elle ne connaît personne et son employeur menace de la licencier parce qu'elle doit partir plus de deux heures le midi. » Chacun s'organise comme il peut. Les familles se relaient. « Certains ne connaissent même pas les gens chez qui leurs enfants sont accueillis, ça peut être angoissant », raconte Jody, de l'école Neruda. D'autres laissent leur progéniture se débrouiller seule, la mort dans l'âme. Enfin, il y a des enfants déscolarisés, par obligation. Les parents qui n'ont pas de solution les envoient chez les grands-parents, les jours de grève. Dans l'une des écoles particulièrement touchée par le mouvement, plus de 30 enfants sur 200 ont ainsi manqué l'école une ou plusieurs journées. Des parents excédés pensent désormais à se tourner vers le privé. « J'ai des convictions sur l'école publique mais là, ce n'est plus possible » déplore Fabien, papa d'un petit garçon de l'école Beethoven. « L'école est sale, il y a des grèves à répétition, j'ai l'impression que tout le système est moisi de l'intérieur. »

### **Laisser pourrir la situation ?**

La mairie est assaillie de mails et de coups de fil et répond toujours la même chose : « nous n'avons aucun levier pour interrompre la grève ». Parfois, elle autorise les parents à pique-niquer avec les enfants dans la cour mais ça ne résout pas le problème. D'ailleurs, de nombreuses questions se posent après six mois de grèves perlées. Pourquoi la collectivité et les grévistes ne dialoguent-ils pas ? A quoi s'attendre à la rentrée ? Là encore, le brouillard s'épaissit. « C'est difficile de négocier car on n'a pas la totalité des revendications » justifie le directeur général des services. Christian Fina jure d'ailleurs que « le dialogue est quotidien avec les organisations syndicales ». La CGT rétorque que c'est faux mais concède que le dossier est complexe. « Il faudrait revoir en profondeur l'organisation de la direction de l'éducation » propose Claudine Hébert. « Le millefeuille hiérarchique brouille la communication. Il n'y a aucune cohésion. » Un ex-collaborateur du cabinet du maire témoigne anonymement et livre une toute autre explication, bien plus radicale. D'après lui, il n'y a pas de gestion de cette crise et c'est volontaire. « Les agents coûtent trop cher. Le but de la collectivité, c'est de tout casser et dire que ça ne marche pas. Il y a une volonté d'externaliser les tâches des agents techniques. Le meilleur moyen d'y arriver, c'est de laisser pourrir la situation. »

A l'heure où s'achève cette année scolaire traumatisante pour bon nombre de familles, deux certitudes : des Atsem seront reçues ce vendredi 28 juin à la mairie. Quant à la méthode NOE, elle est pour le moment

appliquée dans 96 écoles sur 125. Mais la mairie a décidé de ne pas l'étendre aux autres en attendant les résultats d'un audit sur son efficacité. Preuves, s'il en fallait, que la collectivité a conscience que quelque chose ne va pas.

**Cécile Hautefeuille**

**Photo : Xavier Malafosse**

*Bien que contacté, l'UNSA, syndicat majoritaire à la mairie de Montpellier, n'a pas donné suite à nos sollicitations.*

\* les revendications sont multiples. On peut citer : le retrait du projet de loi Fonction publique, le dégel du point d'indice, le rétablissement de l'impôt sur la fortune, le recrutement massif d'emplois statutaires...

\* Le prénom a été modifié

\* pour 1150 agents titulaires selon les chiffres communiqués par la mairie

### **Un précédent en 2015**

Ces perturbations rappellent une autre série noire : l'année scolaire 2015-2016 et ses 32 jours de grève de cantine. Le contexte était exactement le même : des agents utilisent un préavis national (contre la loi Travail) et la collectivité rétorque qu'elle n'y est pour rien. Des parents venus interpellier Philippe Saurel en plein conseil municipal s'étaient faits sèchement envoyer sur les roses. On sait aujourd'hui que ce mouvement masquait des revendications locales. Elles portaient, selon nos sources, sur les suppressions de postes liées à la fameuse méthode NOE. La même année, les équipes d'animation de la ville avaient entamé une grève dès la rentrée pour protester contre leur maigre augmentation de 30€. Philippe Saurel avait alors réquisitionné des élus pour les remplacer et le mouvement s'était stoppé net. Tiens, ce n'est pas ça qu'on appelle « casser la grève » ?

Lire aussi :

[Cantines scolaires 100% bio et local : l'intenable promesse électorale ?](#)

